

RHÔNE-ALPES

Économie

www.insee.fr/rhone-alpes

N° 161 - janvier 2012

Le Produit Intérieur Brut de Rhône-Alpes représente environ 10 % de celui de la métropole, plaçant la région au deuxième rang des régions françaises derrière l'Île-de-France. Rhône-Alpes demeure une région industrielle, même si, comme partout ailleurs, ce sont les services marchands qui constituent le principal moteur de l'économie. Au cours des années 2000, leur poids a augmenté tandis que celui de l'industrie, après une forte croissance dans les années 1990, s'est relativement essoufflé. Le secteur industriel n'a pas été épargné par la crise internationale de 2008, laquelle s'est répercutée plus durement dans la région que dans l'ensemble de la métropole.

Serge Maury

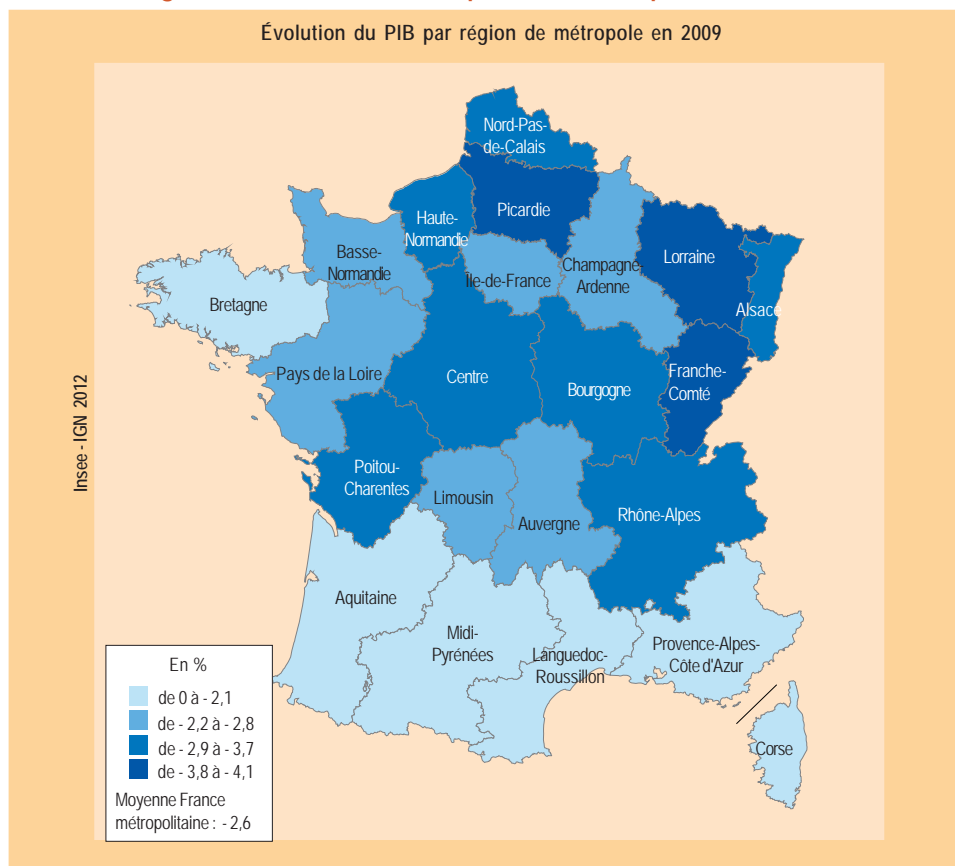
Ce numéro de *La Lettre-Résultats* est téléchargeable à partir du site Internet www.insee.fr/rhone-alpes, à la rubrique « Publications ».

Rhône-Alpes : une région riche et industrielle que la crise n'a pas épargnée

Le Produit Intérieur Brut (PIB) mesure l'ensemble des biens et services produits par l'économie d'un pays ou d'une région sur une année. Avec un PIB de près de 182 milliards d'euros en 2009, Rhône-Alpes est une région économiquement riche. La région réalise ainsi 9,7 % du PIB de la France métropolitaine et se classe au deuxième rang des régions de métropole, loin derrière l'Île-de-France. Rhône-Alpes occupe sensiblement le même rang pour d'autres indicateurs permettant de neutraliser "l'effet de taille". Par exemple, le PIB par emploi, indicateur d'efficacité économique, classe la région en troisième position

derrière l'Île-de-France et Provence-Alpes-Côte d'Azur. Du reste, le Revenu Disponible Brut (RDB) moyen en Rhône-Alpes dépasse celui de toutes les autres régions de province. D'autres observations viennent confirmer la richesse relative de Rhône-Alpes : elle est ainsi l'une des régions françaises les moins touchées par la précarité. La part des personnes de 25 à 64 ans percevant le Revenu de Solidarité Active (RSA) y est la plus faible de la métropole, derrière la Bretagne (les régions pour lesquelles cette part est la plus forte sont le Nord-Pas-de-Calais et Languedoc-Roussillon). De même, Rhône-Alpes arrive en dix-huitième position

Les régions du nord et de l'est plus touchées par la crise en 2009



Source : Insee, PIB régionaux

Croissance dans l'industrie dans les années 1990 et 2000

Les limites des PIB nationaux et régionaux

Les PIB régionaux, utilisés comme indicateurs à l'échelle européenne par Eurostat, constituent un indicateur imparfait du fait de leur mode de calcul. Ils sont construits en répartissant le PIB national entre régions au prorata des valeurs ajoutées régionales. Ces dernières sont calculées à partir de valeurs ajoutées nationales par branche que l'on ventile ensuite régionalement à travers une clé de répartition : la masse salariale, connue à partir de la source CLAP (Connaissance Localisée de l'Appareil Productif), qui permet de localiser l'appareil productif à travers des effectifs et des rémunérations.

Le PIB régional fait l'objet de critiques spécifiques, car il ne mesure pas les effets de redistribution de la richesse d'une région à l'autre (par le biais tant de la redistribution publique que par la mobilité des personnes et des revenus) : la production et la circulation de richesses sont de plus en plus déconnectées dans la France d'aujourd'hui.

Ces dernières années, même le PIB national a été remis en cause. La commission Stiglitz a pointé certaines de ses limites : le PIB actuel ne constitue qu'une mesure purement quantitative de la richesse d'un pays ; cette mesure n'intègre pas d'indicateurs de développement social, elle ne prend pas non plus en compte la question de la soutenabilité de la croissance économique notamment en termes écologiques.

pour la proportion de personnes bénéficiant de la Couverture Maladie Universelle (CMU).

Rhône-Alpes est la deuxième région industrielle de France. Son poids en 2009 dans l'industrie de la métropole est de 12 %, contre 21% pour l'Île-de-France et 7% pour le Nord-Pas-de-Calais (qui pointe en troisième position). À l'instar de l'évolution nationale, la part de l'industrie dans le PIB régional n'a pas baissé au cours des vingt dernières années (elle est passée de 21 % en 1990 à près de 22 % en 2007). Les gains de productivité expliquent que cette part dans le PIB reste stable entre 1990 et 2007, alors que, dans le même temps, le nombre d'emplois industriels diminue fortement.

Depuis le début des années 1990 jusqu'à la veille de la crise, l'industrie régionale a connu une croissance annuelle moyenne plus forte que celle enregistrée pour l'ensemble de la France métropolitaine et pour la France de province (2,5 % contre 2 % en métropole et 2,2 % en province). Le dynamisme industriel a été particulièrement vif dans les années 1990 (2,9 % par an), avant de s'atténuer entre 2000 et 2007 (1,2 % en moyenne annuelle). Cette tendance se retrouve au niveau de la métropole et de la France de province.

Les différents sous-secteurs de l'industrie de Rhône-Alpes ont connu des destins contrastés. Entre 2000 et 2007, celui des biens de consommation a enregistré une croissance nettement supérieure à celle constatée pour l'ensemble du pays. Cette croissance globale n'a toutefois reposé que sur un seul pilier, la pharmacie, dont l'essor notable occulte les difficultés rencontrées par les autres composantes du secteur. Si l'édition et l'imprimerie connaissent une baisse toute relative, les domaines de l'habillement-cuir et de l'équipement du foyer

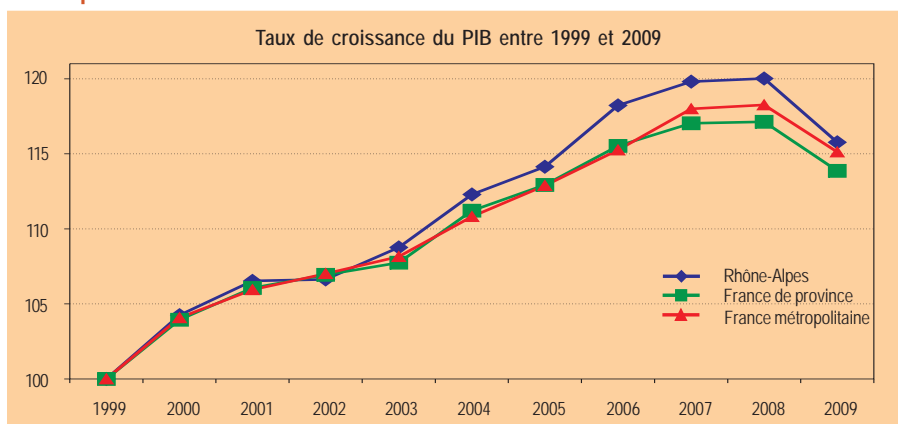
ont été soumis, quant à eux, à une concurrence particulièrement vive au cours de cette période et se sont effondrés : la baisse est respectivement de - 27 % et - 10 % entre 2000 et 2007.

Le secteur automobile régional connaît une évolution totalement atypique par rapport à celle du reste de la métropole. Entre 2000 et 2007, la croissance annuelle moyenne est de 3,8 % en volume tandis qu'elle est de - 1,9 % en métropole. Rhône-Alpes n'a donc pas subi la contraction d'activité qui a touché l'ensemble du secteur. Ne produisant pas de véhicules individuels, la région n'a pas été affectée par la baisse de la consommation des ménages et par l'intensification de la concurrence internationale sur ce marché. Rhône-Alpes est au contraire spécialisée dans la production de poids lourds. Au cours des deux dernières décennies, la hausse globale du commerce et de l'activité économique a logiquement favorisé la production de camions. La demande de véhicules de transports en commun a, elle aussi, été soutenue.

La production de biens d'équipement constitue une autre part importante de l'identité industrielle rhônalpine. Après l'automobile, il s'agit d'ailleurs du sous-secteur dont la croissance a été la plus forte, tant dans les années 1990 (+ 4,7 % par an), qu'entre 2000 et 2007 (+ 2,2 % par an). C'est moins, toutefois, que pour l'ensemble de la France de province. À partir de 2000, cette tendance à la hausse est uniquement le fait de l'industrie des équipements mécaniques (qui concernent prioritairement sur la région les roulements, les chambres froides et les climatisations), les équipements électriques et électroniques restant à un niveau relativement stable.

L'industrie rhônalpine reste également spécialisée dans la production de biens intermédiaires même si leur croissance est nettement plus modérée sur la période considérée. Après une évolution favorable de 3,1 % par an dans les années 1990, sa croissance est quasi nulle, à 0,1 % par an, entre 2000 et 2007. Au cours de cette dernière période, la métallurgie est la seule branche à connaître une évolution significative. Les composants électriques et électroniques, produits notamment par le pôle Minalogic de Grenoble, voient leur part dans la valeur ajoutée régionale augmenter très légèrement ; cette hausse est toutefois supérieure à celles observées pour l'ensemble de la métropole et pour la France de province. Enfin, le déclin de longue durée

Le PIB de Rhône-Alpes a augmenté plus vite que celui de la France métropolitaine entre 1999 et 2007



Source : Insee, Comptes nationaux

Rhône-Alpes plus frappée par la crise que l'ensemble de la métropole

Les principaux indicateurs			
Indicateurs	Rhône-Alpes	Province	France métropolitaine
PIB 2009 en valeur (en millions d'euros)	181 810	1 319 480	1 871 532
Évolution du PIB 2009 en volume (exprimé en %)	-3,5	-2,8	-2,6
Évolution de la valeur ajoutée industrielle en 2009 (en %)	-12,2	-10,7	-10,4
dont :			
- Biens d'équipement	-14,2	-9,2	-9,9
- Biens intermédiaires	-17,4	-15,4	-15,5
Évolution de la construction en 2009 (en %)	-3,9	-4,7	-4,5
Évolution des services marchands en 2009 (en %)	-2,3	-2,3	-2,2
dont :			
- Transports	-4,5	-4,1	-3,9
- Services aux entreprises	-5,6	-5,0	-5,0

Source : Insee, Comptes régionaux

De 2000 à 2007, les services marchands ont été le moteur de la croissance en Rhône-Alpes

de l'industrie textile ainsi que les médiocres performances globales du bois et de la chimie se confirment.

L'énergie¹ est un autre poids lourd industriel de la région. Entre 2000 et 2007, ce secteur, malgré une croissance moindre par rapport à l'ensemble de la métropole, garde toute son importance ; il pèse 13 % de la valeur ajoutée (VA) industrielle régionale.

Dans les années 2000, dès avant la crise, l'industrie ne constituait déjà plus le secteur porteur de la croissance comme elle l'avait été dans les années 1990. Les services marchands ont pris le relais et sont désormais le secteur économique le plus dynamique. Pendant la période 2000-2007, leur part dans la VA n'a cessé de croître. Le tertiaire marchand pesait 50 % de la VA

¹ L'énergie regroupe l'industrie nucléaire, la production et la distribution de gaz et d'électricité et le raffinage de pétrole.

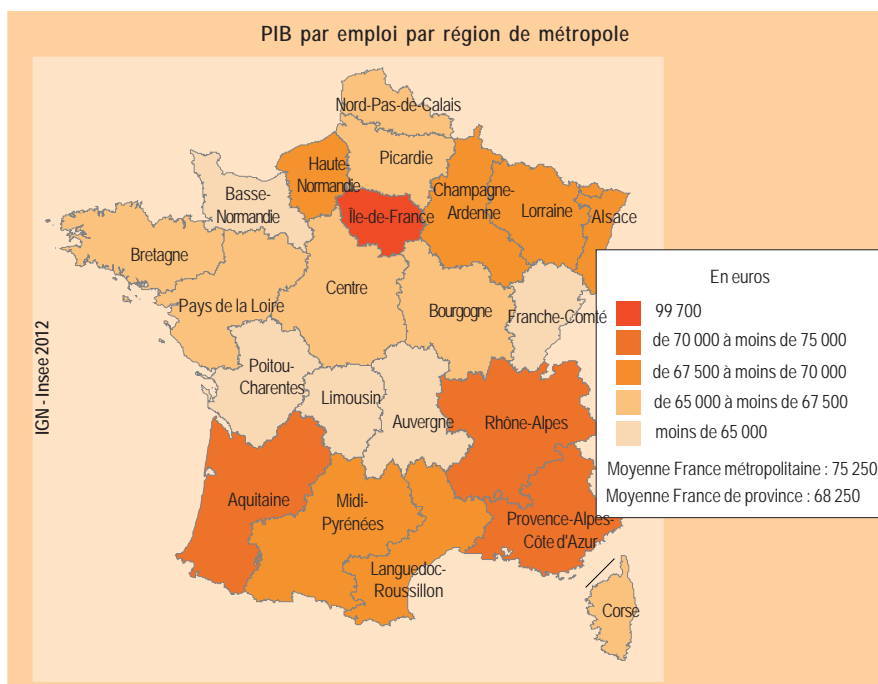
régionale en 1990, il pèse 53 % en 2009. Rhône-Alpes est, selon le critère du poids économique du tertiaire marchand, la cinquième région de France (l'Île-de-France et la région Provence-Alpes-Côte d'Azur arrivant en tête). La croissance de la VA en volume de ce secteur est deux fois plus rapide entre 2000 et 2007 qu'elle ne l'est pour l'industrie (+ 2,3 % par an contre 1,2 %).

Toutes les composantes du tertiaire marchand profitent de la croissance : les transports, bien représentés dans la région par l'importance des activités de logistique, les services aux particuliers, mais surtout les deux sous-secteurs les plus dynamiques que sont les activités financières et immobilières d'une

les PIB départementaux de la région Rhône-Alpes

Les PIB départementaux les plus récents ont été calculés pour l'année 2005. Ils permettent de saisir le poids économique de chaque département au sein de la région Rhône-Alpes. Le Rhône pèse pour un tiers de l'ensemble du PIB régional, et l'Isère pour près d'un cinquième. À l'opposé, l'Ardèche (4 %), la Drôme (7 %) et la Savoie (7 %) ont les poids les plus faibles. Le classement pour les PIB par emploi place le Rhône en tête, devant la Haute-Savoie et l'Isère. Les structures économiques sont assez différentes d'un département à l'autre : le Rhône et l'Isère concentrent à eux deux la moitié de la valeur ajoutée industrielle de la région, mais le département à la structure économique la plus industrielle est l'Ain (24 % de l'industrie régionale). L'Ain, l'Isère et la Loire sont notablement spécialisés dans les biens intermédiaires. Le poids des services administrés est plus important en Ardèche et dans la Loire (24 % pour les deux), le plus faible étant enregistré en Savoie et dans le Rhône.

Rhône-Alpes, troisième région de France pour le PIB par emploi



Source : Insee, PIB régionaux

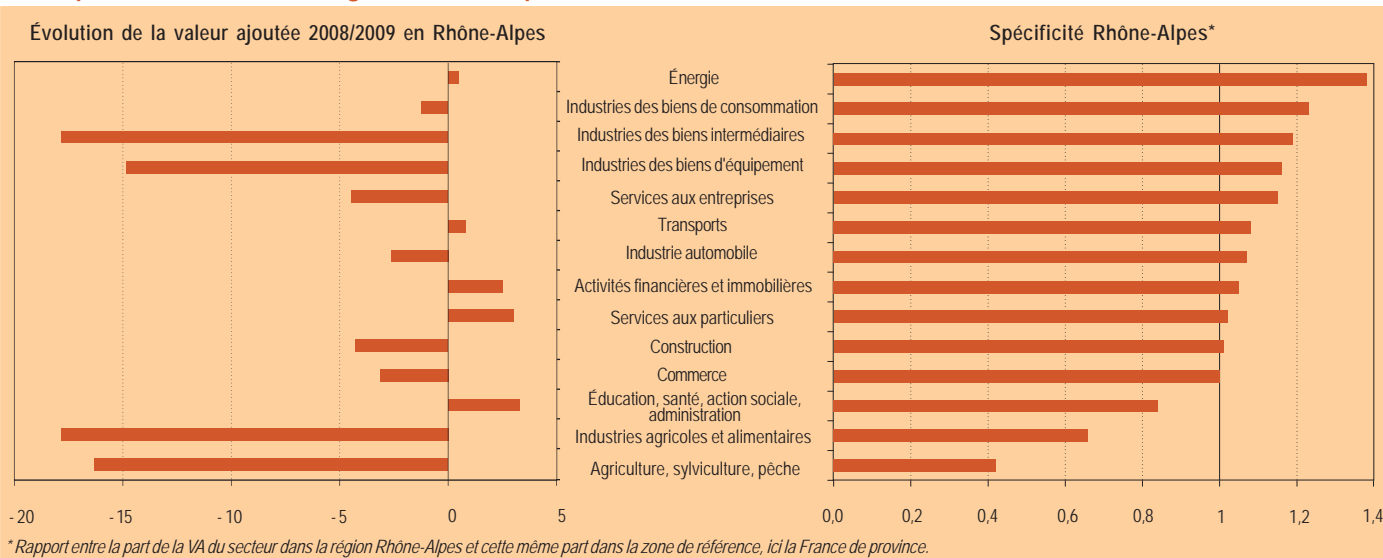
part, les services aux entreprises d'autre part. Ces derniers tiennent une place importante dans l'ensemble de la VA régionale. Le bloc "finance-immobilier" représente 18 % de la VA totale de Rhône-Alpes et la partie "services aux entreprises", 16 %. Ces activités ont un poids relatif moindre dans la France de province (respectivement 17 % et 14 %), et leur importance en Rhône-Alpes a augmenté au cours des vingt dernières années, passant, par exemple, de 14 % à 16 % pour les services aux entreprises. La forte expansion observée pour ce type de services s'explique principalement par le développement des activités de conseil et d'assistance. Elle est aussi alimentée par le poids grandissant des services opérationnels, lesquels regroupent notamment l'emploi intérimaire. Enfin, le tertiaire productif lié aux entreprises, fruit de l'externalisation d'activités autrefois industrielles, maintenant comptabilisées dans

Rhône-Alpes plus affectée par la crise que l'ensemble de la métropole...

le secteur tertiaire, contribue à la surreprésentation des services marchands. Les services non marchands ont vu leur part dans l'économie régionale baisser de 21 % en 1990 à 19 % en 2009. Englobant entre autres la santé, l'action sociale et les administrations publiques, ils ont connu une croissance annuelle moyenne relativement plus faible que les autres grands secteurs, agriculture mise à part. Rhône-Alpes compte parmi les régions les plus touchées par la crise économique et

intermédiaires, elle y est plus forte que dans l'ensemble du pays (- 14 % pour les biens d'équipement contre - 10 % en métropole, et - 17 % en Rhône-Alpes pour les biens intermédiaires contre - 16 % en métropole). Ce sont les branches industrielles où la région connaît des spécialisations prononcées qui sont les plus durement frappées par la récession. Mais le secteur industriel n'est pas le seul à être touché par la crise : la construction (- 3,9 %) après une embellie au début des années 2000 et les services

Les spécialisations de la région Rhône-Alpes



Source : Insee, Comptes régionaux

... mais moins que certaines régions européennes comparables

financière internationale qui sévit à partir de 2008. En 2009 par exemple, le PIB rhônalpin connaît une baisse plus accentuée que celui de la métropole (- 3,5 % contre - 2,6 %). Cela s'explique par la vulnérabilité globale du secteur industriel, très présent en Rhône-Alpes comparativement aux autres régions. L'industrie rhônalpine, caractérisée par un fort tissu de petites et moyennes entreprises sous-traitantes et par l'importance des biens intermédiaires, est extrêmement sensible à la conjoncture internationale. Ainsi, en 2009, la chute de la VA industrielle est plus brutale en Rhône-Alpes (- 12 %) qu'elle ne l'est en métropole (- 10 %) et pour la France de province (- 11 %). Il en va de même pour les exportations : celles-ci diminuent de - 22,4 % en 2009, contre - 17,4 % pour la France métropolitaine. En 2009, la baisse de l'activité rhônalpine est particulièrement accentuée pour l'automobile en volume (- 20 %). Pour les biens d'équipement et les biens

marchands (- 2,3 %) pâtissent également de la dégradation de la conjoncture. Au sein du tertiaire marchand, la crise affecte de manière importante les transports et les services aux entreprises. En 2009, la baisse est respectivement de 5 % et 6 % pour ces deux sous-secteurs. La brutale réduction des effectifs intérimaires au plus fort de la crise explique en partie la récession des services aux entreprises. Malgré la crise, le tertiaire non marchand continue à croître (+ 1 %) en 2009.

La situation économique de la région demeure malgré tout solide. Contrairement aux autres régions européennes auxquelles elle est souvent comparée, à savoir le Bade-Wurtemberg, la Lombardie et la Catalogne, Rhône-Alpes apparaît même moins touchée par la crise. En 2009, la chute du PIB (- 3,5 %) y est plus faible que dans ces trois régions où elle est respectivement de - 7,7 %, - 6,8 % et - 4 %.

INSEE Rhône-Alpes

165, rue Garibaldi - BP 3184
69401 Lyon cedex 03
Tél. 04 78 63 28 15
Fax 04 78 63 25 25

Directeur de la publication :
Pascal Oger

Rédacteur en chef :
Thierry Geay

Pour vos demandes d'informations
statistiques :

- site www.insee.fr
- n° 0 972 724 000 (lundi au vendredi de 9h à 17h)
- message à insee-contact@insee.fr

Imprimeur : Graphiscann

Dépôt légal n° 1004, janvier 2012
© INSEE 2012 - ISSN 1165-5534

Pour en savoir plus

• "Les comptes de la Nation en 2009 : une récession sans précédent depuis l'après-guerre", *Insee Première* n° 1294, mai 2010.

• "Les produits intérieurs bruts régionaux en 2003 : forte concentration spatiale et dynamismes contrastés", *Insee Première* n° 1055, décembre 2005.